



Munich Personal RePEc Archive

The relationship between growth-inequality-poverty triangle and governance

Ben Hamouda, Abderrazek

Université de Tunis El Manar, Tunisie. Faculté des Sciences
Economiques et de Gestion de Tunis, Laboratoire Prospectives,
Stratégies et développement Durable (PS2D)

30 June 2018

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/92207/>

MPRA Paper No. 92207, posted 16 Feb 2019 23:40 UTC

La qualité de gouvernance et le triangle croissance-inégalité-pauvreté

Abderrazek Ben Hamouda¹

Résumé :

Ce papier étudie la relation entre la gouvernance et le triangle croissance-inégalité-pauvreté. Pour ce faire un modèle structurel à équations simultanées sur des données de Panel a été adopté. L'étude couvre la période 1996-2012 correspondant à la phase d'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui visent en premier lieu à réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans une extrême pauvreté. Les résultats de nos estimations montrent que dans le cas des pays à revenu faible l'amélioration de la qualité de la gouvernance ne conduit pas directement à la réduction de la pauvreté. Alors que, pour les pays à revenu intermédiaire la pauvreté peut être réduite grâce à une réforme de la gouvernance. En effet, à un niveau de développement donné, la nature du régime politique, la stabilité politique et l'efficacité du gouvernement représentent des facteurs qui peuvent réduire la pauvreté. En outre, nos résultats ont montré que les variables de gouvernance exercent un double effet. Le premier effet s'exerce sur la croissance économique est positif alors que le deuxième effet qui s'applique aux inégalités est négatif. Ces effets concernent les trois groupes de pays objet de l'étude.

Mots clés : Gouvernance, Croissance économique, inégalité, Pauvreté.

JEL Classification: O11, O57, O4, C23, D63

The relationship between growth-inequality-poverty triangle and governance

Abstract:

The main objective of the present study is to identify the mechanisms through which governance affects at the same time inequality, poverty and growth. The study covers the period 1996-2012 which corresponds to the adoption of the Millennium Development Goals (MDGs). The latter has, as a primary objective, reducing to a certain extent the proportion of people living in extreme poverty. To answer our research question, we use a structural model with simultaneous equations on Panel data. The results of the econometric estimates show that in the case of low-income countries, improving the quality of governance does not lead directly to the reduction of poverty. However, for middle-income countries with a certain level of economic development, poverty can be reduced through governance reforms. Indeed, at a certain level of development, the nature of the political regime, the political stability and the effectiveness of government can contribute to reducing poverty. In addition, our results show that governance variables have a dual effect. The first effect on economic growth is positive while the second effect on inequality is negative. These effects are found for the three groups under study.

Keywords: Governance, Economic Growth, Inequality, Poverty

JEL Classification: O11, O57, O4, C23, D63

¹ Université de Tunis El Manar, Tunisie. Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis, Laboratoire Prospectives, Stratégies et développement Durable (PS2D).

1. Introduction

La pauvreté est un phénomène multidimensionnel qui reste jusqu'à ce jour difficile à mesurer. Le thème de pauvreté a fait couler beaucoup d'encre dans la communauté des chercheurs et des organismes internationaux. Ils se soucient des facteurs qui déterminent la pauvreté autrement dit ils veillent à trouver des solutions pour lutter contre ce fléau.

En effet, la lutte contre la pauvreté est devenue une priorité et un des principaux Objectifs du Millénaire du Développement adoptés dans les années 2000 au siège des Nations Unies. Bien que le premier objectif des OMD qui vise à réduire de moitié le pourcentage des individus vivant dans une pauvreté extrême ait été atteint (le taux de pauvreté est passé de 46% en 1990 à 27% en 2005 [ONU \(2011\)](#)), les progrès accomplis jusqu'à présent ont donné des résultats mitigés. Les faits montrent des disparités régionales. En effet, la Chine et l'Inde ont contribué à la forte baisse de la pauvreté mondiale. La proportion des personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Chine a passé de 61 % en 1990 à 4 % en 2015. Par contre, la moitié de la population de l'Afrique subsaharienne, continue de vivre sous 1,25 dollar par jour.

En effet, les travaux de recherche sont scindés en trois groupes. D'abord, il y a celles qui se sont intéressées à l'articulation entre la croissance et la pauvreté. D'autres ont mis en exergue la relation entre l'inégalité et la pauvreté. Enfin, d'autres travaux ont porté sur les liens entre pauvreté-inégalité-croissance économique.

Généralement, lorsque le sujet de développement est ouvert le souci est de s'interroger sur le fait d'accorder la priorité soit à la croissance économique soit à la pauvreté soit à l'inégalité. Nombreuses sont les problématiques qui ont été posées par les chercheurs : La croissance suffit-elle pour réduire la pauvreté ? L'inégalité propage-t-elle la pauvreté ? De quel arbitrage est-il question entre l'inégalité et la croissance quant à la lutte contre la pauvreté ?

Suite aux carences des modèles classiques de croissance exogène qui expliquent la stabilité de croissance économique à l'équilibre, plusieurs auteurs ([Romer, 1986](#); [Lucas, 1988](#); [Barro, 1989](#) ; [Grossman et Helpman, 1991](#); [Aghion et Howitt, 1998](#)) se sont intéressés à de nouveaux modèles de croissance dite endogène dans le but de déterminer les facteurs qui expliquent la croissance économique tels que l'accumulation du capital physique et du capital humain ainsi que la productivité. Cette génération des modèles de croissance n'est pas arrivée à expliquer comment les pays disposent d'une variété au niveau de croissance économique, de productivité et au niveau des innovations.

Ainsi, plusieurs économistes ont soulevé le sujet de la qualité des institutions et de la gouvernance. À ce propos [Alesina et Perotti \(1996\)](#) intègre l'instabilité politique, [Barro \(1996\)](#) soulève le sujet de la démocratie, [Mauro \(1995\)](#) traite le sujet de la corruption, [Clague et al. \(1996\)](#) débattent la question des droits de propriété et ([Kaufmann et al 1999](#) ; [Rodrik, 1999](#)) se sont penchés sur la qualité de gouvernance, etc.

Ce papier étudie la relation entre la qualité gouvernance et le triangle croissance économique et la pauvreté. Afin d'étudier l'effet de la qualité de la gouvernance sur la réduction de la pauvreté et la croissance économique, nous allons construire un modèle à équations simultanées sur un échantillon composé de 53 pays regroupés selon leur niveau de revenu d'après le classement effectué par la Banque mondiale. L'étude utilise des données annuelles durant la période 1996-2012. Nous avons opté pour cette période selon la disponibilité des données relatives à la pauvreté.

Notre étude se distingue des travaux empiriques antérieurs par l'étude d'une relation rectangulaire permettant de tester l'effet de la qualité de gouvernance sur le triangle : croissance-inégalité-pauvreté. Cette stratégie nous permet de dégager l'effet direct de la gouvernance sur la pauvreté et son effet indirect à travers la croissance économique et l'inégalité sur la pauvreté.

L'introduction des indicateurs de gouvernance joue le rôle d'un choc extérieur exogène qui agit sur la relation triangulaire reliant la croissance, les inégalités et la pauvreté. Il convient donc d'estimer son effet sur la pauvreté en prenant en considération son effet simultané sur la croissance et sur les inégalités. En supposant que la qualité de gouvernance affecte la croissance, elle modifie donc la distribution des revenus qui, à son tour, agit sur la croissance et par conséquent sur la pauvreté. La qualité de gouvernance peut aussi affecter directement la pauvreté et les inégalités lesquelles influent par la suite sur la croissance.

Le reste de papier sera organisé comme suit. La section 2 présentera un aperçu sur les principaux travaux empiriques qui ont traité la relation entre la qualité de gouvernance et le triangle croissance-inégalités-pauvreté qui sont souvent traitées d'une manière binaire. La section 3 sera consacrée à la méthodologie adoptée. La section 4 exposera les résultats empiriques. Enfin, la section 5 conclura le papier.

2. Revue de la littérature

Sur le plan empirique, plusieurs études prouvent que la bonne gouvernance est un stimulant pour la croissance économique d'un pays. Certes, il est clair que l'accumulation du capital et le progrès technique ne constituent pas les seuls facteurs qui déterminent la progression au niveau du développement entre les pays. La littérature récente qui s'intéresse

aux déterminants de la croissance souligne bien le rôle de la qualité de gouvernance comme catalyseur de la croissance. De même, les études qui traitent la relation entre la qualité de gouvernance et l'inégalité de revenu montrent souvent un lien négatif et significatif entre les deux.

2.1. Gouvernance et croissance économique

Plusieurs études empiriques prouvent que, pour garantir un rythme soutenable de la croissance économique, il est nécessaire qu'un climat politique, économique et administratif sain soit mis en place. Ces recherches montrent que ces résultats ne peuvent être réalisés que grâce à une bonne gouvernance.

Ainsi, [Mauro \(1996\)](#) a étudié la relation entre la gouvernance et la croissance économique. Il a analysé la relation entre la corruption et la croissance économique. Son étude porte sur un échantillon de 68 pays et utilise une analyse en coupe transversale. Il a conclu que l'effet de la corruption sur la croissance est faible. Il a aussi montré que la causalité entre la corruption et l'investissement est aussi négative que forte. En effet, l'auteur trouve qu'une augmentation de l'écart-type de l'indice de corruption d'un point engendre un accroissement du taux d'investissement de 4%. Il a affirmé aussi, en 1998, que les dépenses publiques en l'éducation liées au PIB ont une corrélation négative au niveau de la corruption.

[Gyimah et Brempong \(1998\)](#) ont fait une étude en utilisant une analyse en données de panel qui porte sur un échantillon de pays d'Afrique. Leurs résultats montrent que la corruption décourage l'incitation à investir et par conséquent, elle nuit à la croissance économique. De même, l'étude de [Mo \(2001\)](#) confirme aussi que la corruption est néfaste à la croissance économique et provoque une instabilité politique. Il trouve qu'une augmentation de niveau de corruption de 1 % conduit à une diminution du taux de croissance de 0,7 %.

[Dollar et Kraay \(2000\)](#) ont réalisé une recherche qui couvre 80 pays durant quatre décennies. Ils ont montré que la croissance économique est en mesure de diminuer la pauvreté dans les pays les moins avancés et qu'une mauvaise qualité de gouvernance déterminée par la corruption et l'instabilité politique peut aggraver la pauvreté. Ceci s'explique par les potentiels du pays qui sont limités et les mécanismes de croissance qui sont bloqués.

[Kaufmann et Kraay \(2002\)](#) ont étudié l'interaction entre la gouvernance et la croissance en se basant sur 6 indicateurs de gouvernance. Ils ont conclu que la qualité de gouvernance et le revenu par habitant ont une significativité positive entre les pays. Alors

une bonne gouvernance entraîne une augmentation du revenu par habitant et inversement, une mauvaise gouvernance engendre une diminution du revenu par habitant. En ce qui concerne la relation de causalité ces auteurs montrent qu'il y a une forte causalité entre la gouvernance et le niveau du revenu. D'abord, ils ont montré l'existence d'une causalité forte positive qui va de la gouvernance vers le niveau du revenu. Ensuite, une causalité faible et négative qui va du revenu par tête vers la gouvernance.

[North \(1990\)](#) a centré sa réflexion sur la stabilité politique, la corruption et la démocratie afin d'étudier la causalité entre la croissance économique et la gouvernance. D'après lui, ainsi que d'autres études comme celles de [Rodrik et al. \(2002\)](#) et [Hall et Jones \(1999\)](#), en présence d'une bonne gouvernance, une augmentation des quantités de capital et de travail est favorable pour la croissance économique. Ceci engendre une mobilisation efficace des facteurs au cours du temps au profit de la croissance.

Dans cet ordre d'idée, [Fosu \(1992\)](#) et [Sieman \(1996\)](#) expliquent que l'instabilité politique a un effet négatif sur les performances économiques. Cet effet passe par l'investissement et l'accumulation du capital. [Guillaumont et Brun \(1999\)](#) adoptent la même déduction. Cependant, ils mettent en cause ces effets pour les pays d'Afrique. Ils montrent que la relation entre l'instabilité politique et la croissance économique est directe et ne passe pas par le biais d'investissement et d'accumulation du capital. Ces auteurs défendent leurs résultats par le fait que ces pays sont ébranlés par des guerres civiles et des coups d'État.

[Henri \(2013\)](#), confirme cette idée en reconnaissant que la qualité de la réglementation économique et la stabilité politique affectent positivement la croissance économique. Leur étude concerne les pays africains durant la période de 1998 à 2011. Ses résultats d'estimation en panel dynamique montrent que le contrôle de la corruption est capable de stimuler la croissance économique surtout dans les pays démocratiques qui possèdent des ressources naturelles considérables. Pourtant, dans les pays les moins avancés, pauvres en ressources naturelles, les indicateurs de gouvernance comme l'état de droit et le contrôle de la corruption n'ont pas un effet aussi important.

[Ahou \(2015\)](#) étudie le lien entre les indicateurs de gouvernance et la croissance économique en utilisant l'analyse d'effet de seuil. Leur étude couvre 129 pays durant 16 ans et en faisant appel à une analyse des données de panel. Il constate que les variables de gouvernance à savoir la stabilité politique, voix citoyenne et responsabilité, l'efficacité du gouvernement et le contrôle de la corruption ont un effet positif sur la croissance économique. En revanche, l'état de droit et la qualité de régulation affectent négativement la croissance économique. Il arrive à conclure que certaines variables de gouvernance

montrent qu'il existe un effet de seuil dans leurs relations avec la croissance économique et ceci dépend du niveau de revenu des pays en question.

Aidt et al. (2005), utilisent la méthode d'effet de seuil de Caner et Hansen (2004) afin d'étudier la relation entre la corruption et la croissance économique. Leurs échantillons couvrent 68 pays sur une période allant de 1995 à 2000. Ils trouvent un effet de seuil significatif dans leurs estimations. En effet, ils prouvent que la corruption a un impact négatif et significatif sur la croissance économique dans les pays caractérisés par une bonne qualité de gouvernance. Alors que pour les pays ayant une mauvaise gouvernance l'effet de la corruption sur la croissance est faible voire nul.

2.2. Gouvernance, croissance et pauvreté

Hasan et al. (2003) étudient la relation entre la pauvreté absolue et les indicateurs de la liberté économique. Ils utilisent un échantillon de plus de quarante pays en développement en employant la méthode GMM-IV pour estimer cette relation. Ils constatent que l'accroissement de la liberté économique est étroitement lié à la réduction de la pauvreté. Ils arrivent à conclure aussi que les libertés civiles qui englobent divers types de libertés économiques importantes telles que les droits de propriété, la primauté du droit, etc., contribuent également de manière significative à la réduction de la pauvreté. Tout cela suggère que la liberté économique est aussi importante pour la croissance économique que pour la réduction de la pauvreté.

Hasan (2007) examine le lien empirique entre les différentes mesures de la qualité institutionnelle, de la croissance économique et de la pauvreté. Ses résultats suggèrent que la bonne gouvernance, mesurée par un fort engagement envers la loi, stimule la croissance économique qui, à son tour, contribue à la réduction de la pauvreté. Il montre aussi que la liberté politique n'est associée ni à une croissance plus élevée ni à une pauvreté plus faible.

Glaeser et al. (2004) démontrent que les pays pauvres ont des chances de vaincre la pauvreté grâce à de bonnes politiques. Leurs résultats obtenus en utilisant MCO révèlent que le capital humain est une source de croissance plus fondamentale que les institutions. Anyanwu (2013) cherche à étudier aussi bien les différents facteurs qui déterminent la pauvreté que les changements politiques qui sont en mesure de réduire l'incidence de la pauvreté en Afrique et de favoriser une croissance inclusive. Leur échantillon couvre 43 pays africains pour la période de 1980 à 2011. Il affirme que des stratégies et des politiques socioéconomiques qui sont favorables à l'existence d'une croissance inclusive contribuent à faciliter le processus de réduction de la pauvreté en Afrique. La démocratie agissant par différents canaux peut avoir des implications positives et négatives pour l'amélioration de la

relation croissance-pauvreté (Helliwell, 1994; Alesina et Rodrik, 1994; Alesina et Perotti, 1996).

Akobeng. E (2016) étudie l'effet du PIB par habitant et de la croissance sectorielle sur la pauvreté. Il vérifie que le lien croissance-pauvreté peut être renforcé par les institutions. Il utilise l'ensemble de données du panel de 41 pays de l'Afrique subsaharienne sur la période 1981-2010 et la méthode GMM en système. Il constate que la croissance du PIB par habitant est un instrument important pour la réduction de la pauvreté. En outre, la croissance de l'agriculture et les secteurs de services ont des effets directs sur la réduction de la pauvreté. Sa recherche révèle par ailleurs que le gouvernement, la qualité bureaucratique, les politiques efficaces et les règlements adéquats sont des ingrédients importants pour maintenir le lien croissance-pauvreté dans l'Afrique subsaharienne.

2.3. Gouvernance, inégalités et pauvreté

La plupart des travaux empiriques examinant l'effet de l'inégalité de revenu sur la qualité de gouvernance prouvent que la relation entre ces deux variables est négative et significative.

L'étude de Keefer et Knack (2002) s'appuie sur un échantillon de pays développés et de pays en développement allant de 1986 à 1995. Ils ont effectué une analyse en coupe transversale en employant des données sur la qualité des institutions de protection des droits de propriété d'ICRG. Ces auteurs tiennent compte du niveau d'inégalité de revenu comme étant l'un des critères de la polarisation sociale. En effet, ils prouvent que les pays caractérisés par une distribution inégalitaire de revenu défendent moins bien les droits de propriété.

Chong (2004) étudie le lien entre la qualité de gouvernance et l'inégalité de revenu. Il réalise une analyse dynamique en appliquant la technique VAR à partir des données de panel. Il utilise l'indice de GINI comme mesure des inégalités et les indicateurs de Kaufmann et Kraay (2003) et d'ICRG comme mesure de la gouvernance. L'étude de Chong couvre 121 pays développés et pays en développement. Il étudie la relation de cause à effet entre l'inégalité et la qualité des institutions. Toutefois, il prouve que les pays qui ont une bonne qualité de gouvernance sont ceux qui ont une distribution de revenu plus égalitaire.

Savoia et al. (2004) ont réalisé une étude qui analyse le lien simultané entre la démocratie, les inégalités et l'indice de droits de propriété. En employant la technique d'instrumentation, ces auteurs ont travaillé sur un échantillon qui couvre 92 pays. Ils démontrent l'existence d'un lien positif et significatif entre la démocratie et les droits de

propriété privée. Cependant, cette relation peut être négative dans le cas où ces pays possèderaient une forte inégalité.

Easterly (2002, 2007) étudie la relation entre le niveau d'inégalité de revenu et la qualité de gouvernance. Il prend comme mesure de gouvernance les indicateurs de Kaufmann et Kraay (2002). Quant aux mesures des inégalités, il recourt à la base de données de WIDER (2000). En utilisant un échantillon qui comprend une centaine de pays en développement et de pays développés, et en utilisant la technique d'instrumentation, l'auteur trouve une relation négative entre le niveau d'inégalité de revenu et la qualité de gouvernance.

Aidt (2010) évalue le développement durable en se basant sur l'indicateur « richesse véritable par tête ». Il appuie sa thèse en réalisant une étude sur la relation entre corruption et développement durable. Il arrive à conclure que le niveau élevé de la corruption nuit au développement durable d'un pays à cause de la réduction de « richesse véritable par tête ». De même, le rapport entre la corruption et l'inégalité de revenu est limité.

Gupta et al. (2002) étudient la relation entre la corruption, l'inégalité et la pauvreté à travers des estimations en coupe transversale durant la période 1980-1997 en appliquant les méthodes des moindres carrés ordinaires (OLS) et des variables instrumentales (IV). Ils tentent de traiter plusieurs canaux par lesquels la corruption peut affecter les inégalités de revenus et la pauvreté. Ils montrent qu'une corruption élevée et croissante augmente l'inégalité des revenus et par conséquent la pauvreté. Lorsque l'écart-type de corruption s'accroît, le coefficient d'inégalité des revenus (Gini) augmente d'environ 11 points et augmente la croissance du revenu des pauvres presque de 5 points par an. Leurs résultats sont robustes car ils recourent à la variable instrumentale pour se fixer sur le sens de la causalité. Ils prouvent que, réellement, la corruption élargit le champ de l'inégalité de revenu, de l'éducation ainsi que la distribution des terres. Ils arrivent à conclure que les politiques de lutte contre la corruption réduisent l'inégalité des revenus et la pauvreté aussi.

Gyimah-Brempong (2002), traite la relation entre la corruption, la croissance économique et les inégalités. Il souligne que la corruption conduit à une baisse de la croissance économique et à une augmentation des inégalités. Alors, lorsqu'un groupe de personnes accapare la plupart des richesses, il peut paralyser le processus de croissance qui devrait être profitable aux pauvres « pro-pauvres ». Cet effet double de la corruption en Afrique lèse davantage les pauvres que les riches.

Gyimah-Brempong et al. (2006) analysent l'effet de la corruption sur la croissance économique et la répartition des revenus en utilisant un panel de 61 pays à différents stades du développement économique sur une période de 20 ans. À l'aide de deux mesures de corruption, ils constatent que l'impact de la corruption sur le revenu par tête est

statistiquement significatif selon la région. Ils trouvent que les pays africains sont les plus endommagés par l'effet de la corruption sur la croissance. En effet, une baisse de 10 % de l'indice de corruption est associée à une diminution du revenu par tête de presque 2,8 %. Alors que le plus faible impact de la corruption sur la croissance se trouve dans les pays de l'OCDE et de l'Asie il est d'environ 1,7 %. Ils arrivent à conclure aussi qu'une diminution de l'écart-type de la corruption diminue le coefficient de Gini de la distribution du revenu de 0.05 points dans l'OCDE, 0.14 points en Asie, 0.25 points en Afrique et 0.33 points dans les pays d'Amérique latine.

[Dincer et Gunalp \(2008\)](#) ont étudié l'effet de la corruption sur l'inégalité du revenu et de la pauvreté. Ils prennent le cas des Etats-Unis en séries chronologiques et en coupe. Ils trouvent des preuves solides qui montrent qu'une augmentation de la corruption augmente l'inégalité des revenus et par conséquent la pauvreté. [Uslaner \(2008\)](#) a réalisé une étude comparative qui porte sur 129 pays. Il s'est intéressé à la relation entre la corruption et les inégalités. Il prouve que l'origine de la corruption provient de l'inégalité et inversement. Il conclut alors l'existence d'une trappe à l'inégalité.

En se basant sur un échantillon des pays en développement en données de panel, [Negin et al. \(2010\)](#) analysent la relation entre la corruption et la pauvreté. Ils prennent comme mesure de la pauvreté « l'indice de pauvreté humaine (IPH) ». Ils arrivent à déduire une causalité bidirectionnelle au sens de Granger entre la pauvreté et la corruption.

Le travail de [You et Khagram \(2005\)](#) cherche à montrer que l'inégalité des revenus augmente le niveau de corruption à travers des mécanismes matériels et normatifs. Ces deux auteurs ont fait une analyse comparative qui couvre 129 pays en utilisant la méthode le double moindres carrés (DMC) avec une variété de variables instrumentales. Les riches ont à la fois une plus grande motivation et plus d'occasions de se livrer à la corruption. À l'inverse, les pauvres sont plus vulnérables à l'extorsion et moins capables de surveiller les riches et les responsables puissants au fur et à mesure que l'inégalité augmente. Les auteurs ont également trouvé un impact significatif entre les inégalités et la démocratie. Les sociétés tombent souvent dans des milieux vicieux de l'inégalité et de la corruption parce que la corruption contribue également à l'inégalité des revenus. Ainsi, la présence d'un cercle vicieux est inévitable.

Dans le but d'examiner l'hypothèse selon laquelle une bonne gouvernance peut réduire la pauvreté, [Kwon et Kim \(2014\)](#) utilisent l'indicateur du taux de pauvreté comme étant la variable dépendante. Ils s'appuient sur le ratio des effectifs de pauvreté de 1,25 \$ par jour et les indicateurs de gouvernance mondiale de la Banque mondiale (WGI). À l'aide d'une analyse en coupe transversale, leur étude vise à étudier un ensemble de données couvrant 98

pays en développement entre 2002 et 2009. Ils classent ces pays selon le critère de revenu national brut (RNB) par habitant fourni par la Banque mondiale. Leur analyse prend également en compte le niveau de développement socio-économique en distinguant les pays les moins avancés des pays en développement. Ils arrivent à conclure que l'hypothèse selon laquelle la bonne gouvernance conduit à la réduction de la pauvreté n'est pas solide. Leurs résultats montrent que la bonne gouvernance ne réduit pas la pauvreté dans les pays les moins avancés.

2.4. Gouvernance, croissance et inégalité

[Persson et Tabellini \(1994\)](#) étudient la relation entre la croissance économique et les inégalités en utilisant un échantillon qui couvre 56 pays durant la période 1960-1985. Ils régressent la croissance sur l'égalité de revenu par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) en coupe transversale. Ils ont déduit que plus il y a égalité de revenu plus le taux de croissance annuel moyen sur la même période est élevé. Cet impact positif entre la croissance économique et l'égalité est significatif seulement dans les pays démocratiques.

[Alessina et Rodrik \(1994\)](#) démontrent aussi une relation négative entre la croissance économique et l'inégalité. Ils utilisent comme mesure d'inégalité de revenu le coefficient de Gini et un échantillon de pays sur la période allant de 1960 à 1985. Pourtant, ils ne parviennent pas à trouver un lien significatif entre le coefficient de Gini et la variable muette de démocratie.

À l'inverse de Persson et Tabellini qui ont déduit une relation positive entre la croissance économique et l'égalité de revenu pour les pays démocratiques, [Barro \(2000\)](#) explique que, seulement dans les pays pauvres, l'inégalité a un impact négatif sur la croissance économique cependant, il a montré que cet impact est positif dans les pays riches. De même, il a constaté que, généralement, les conséquences de l'inégalité sur l'investissement et la croissance économique sont faibles.

Barro a utilisé des données de panel qui couvrent 100 pays pour étudier la relation entre le taux de croissance moyen du PIB réel par habitant et l'inégalité de revenu (l'indice de Gini). Son étude concerne trois décennies : de 1965 à 1975, de 1975 à 1985 et de 1985 à 1995. Leur analyse empirique concerne des pays à différents niveaux de développement. L'estimation de leur modèle a été réalisée par la méthode des moindres carrés ordinaires en trois étapes. Il a employé comme variables explicatives: la primauté du droit, la démocratie, le taux d'inflation et le ratio de la consommation publique au PIB. Il trouve que la relation entre la croissance et la mesure de la démocratie est très faible. Pourtant, celle-ci a un impact positif sur la variable concernant le nombre de moyen d'années d'études qui

représente le stock de capital humain. Il arrive à conclure que l'inégalité stimule la croissance économique dans les pays riches alors qu'elle ralentit le rythme de croissance dans les pays pauvres.

Li et al. (2000) traitent le lien entre la croissance économique, la redistribution de revenu et le niveau de corruption. Ils utilisent un échantillon qui couvre 47 pays durant la période 1980-1992. Ils proposent un modèle à deux équations qui sont estimées séparément : une équation pour la redistribution et une équation pour la croissance économique. Leur étude cherche comment la corruption affecte la répartition du revenu et la croissance économique. Leurs résultats empiriques montrent que la corruption engendre un impact négatif sur la croissance, mais la corruption à elle seule explique peu les écarts de croissance. En outre, ils constatent que dans les pays qui ont plus d'inégalités, la corruption accentue les inégalités d'une proportion faible et réduit largement la croissance. En Amérique latine, la corruption a des effets distincts: elle a un impact plus important sur l'inégalité par rapport aux autres régions. En particulier, lorsque les dépenses publiques sont plus élevées, la corruption est plus dangereuse pour la croissance. Ils achèvent leur étude en s'interrogeant sur les facteurs qui expliquent les effets relatifs à l'Amérique latine.

La littérature empirique ultérieure qui porte soit sur la relation entre la gouvernance et la croissance soit sur la relation entre la croissance et la pauvreté est très riche. Mais les études empiriques qui traitent la relation entre la qualité de la gouvernance et le triangle croissance-pauvreté-inégalités restent rares. Notre recherche tente donc de parvenir à étudier cette relation à travers une étude empirique qui porte sur l'analyse de ces trois éléments et leur interaction.

3. Méthodologie

Pour étudier l'interaction simultanée entre la croissance économique et l'inégalité et afin d'ajouter une troisième équation qui mesure la pauvreté, nous utilisons un modèle structurel à équations simultanées. Cette démarche nous permet de distinguer les effets directs et indirects des indicateurs de gouvernance sur la pauvreté à travers la croissance économique et l'inégalité.

Nous construisons un modèle qui comporte trois équations. La première explique la croissance économique Barro (2001). Quant à la deuxième, elle explique les inégalités (Deininger et Squire, 1998 ; Forbes, 2000 et Squire, 2003). Enfin, la troisième explique la pauvreté (Ravaillon, 1997 ; Dollar et Kraay, 2000). Ces trois équations sont estimées dans le but d'introduire les différentes relations entre les variables endogènes où les variables de gouvernance sont considérées comme exogènes. Le but de notre étude empirique consiste à

identifier les facteurs qui déterminent la pauvreté tout en tenant compte de l'effet simultané de la croissance économique sur l'inégalité.

La forme fonctionnelle de notre modèle structurel à équations simultanées s'écrit comme suit:

$$\begin{cases} TCPIBH_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 GINI_{it} + \alpha_2 GOV_{it} + \alpha_3 A_{it} + \mu_{it} & (1) \\ GINI_{it} = \beta_0 + \beta_1 TCPIBH_{it} + \beta_2 GOV_{it} + \beta_3 B_{it} + \vartheta_{it} & (2) \\ IPOV_{it} = \gamma_0 + \gamma_1 TCPIBH_{it} + \gamma_2 GINI_{it} + \gamma_3 GOV_{it} + \gamma_4 C_{it} + \varepsilon_{it} & (3) \end{cases}$$

Avec :

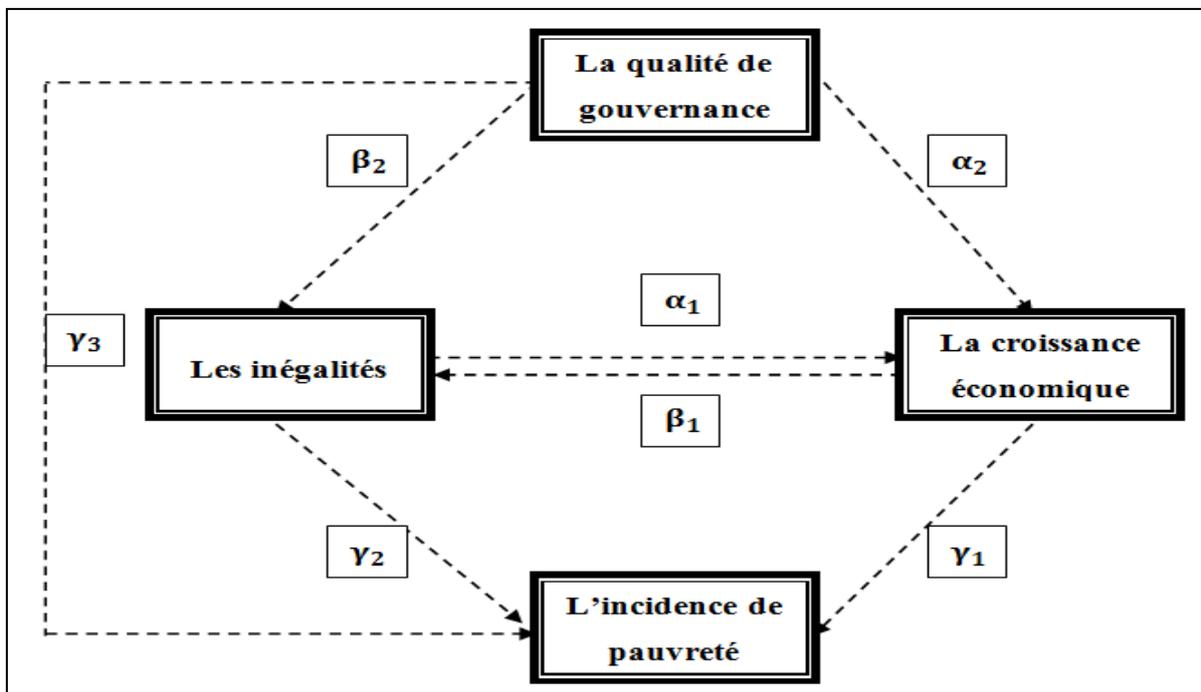
$i = 1, \dots, 53$; $T = 1996 \dots 2012$

$TCPIBH_{it}$, $IPOV_{it}$, $GINI_{it}$ et GOV_{it} représentent respectivement le taux de croissance de PIB par tête, l'incidence de pauvreté, l'indice de Gini et les indicateurs de gouvernance.

A_{it} , B_{it} et C_{it} : représentent le vecteur des variables spécifiques à chaque équation et μ_{it} , ϑ_{it} et ε_{it} : représentent les termes d'erreurs.

La figure 1 résume l'effet de la qualité de gouvernance sur la pauvreté à travers la croissance et les inégalités.

Figure 1. Les effets de la gouvernance sur la pauvreté à travers la croissance et les inégalités



Note : γ_1 représente l'effet de la croissance économique sur l'incidence de la pauvreté, γ_2 est l'effet des inégalités sur la pauvreté, alors que la croissance et les inégalités ont une relation de cause à effet selon les coefficients α_1 et β_1 . De même, la qualité de gouvernance peut avoir trois effets différents sur l'incidence de la pauvreté : α_2 est l'effet de la qualité de gouvernance sur la croissance économique, β_2 est l'effet de la qualité de gouvernance sur les inégalités, γ_3 est l'effet direct de la qualité de gouvernance sur la pauvreté.

Pendant le processus de développement, la croissance économique change l'allocation des ressources et modifie les prix relatifs. Ces modifications sont en mesure d'influer la distribution du revenu (Kuznets, 1955 ; Stiglitz, 1969). En outre, selon Justmain et Gradstein (1999), la croissance économique dynamise politiquement la population ce qui susceptible de modifier la distribution du pouvoir. De même, le développement économique qui est accompagné par un processus d'urbanisation est dans la plupart du temps associé à une progression des relations sociales dans la population Bourguignon (2004). C'est pour cette raison qu'on intègre le taux de croissance de PIB par tête dans l'équation de l'inégalité.

Le ratio nombre de pauvres sur la population totale d'un pays ou l'incidence de la pauvreté correspond à l'approche absolue de la pauvreté où le seuil est fixé selon les besoins de première nécessité de la population locale. Dans notre étude, nous nous appuyons sur la définition de la pauvreté monétaire qui est basée sur la situation des individus qui sont incapables de satisfaire leurs besoins primaires indispensables à leur survie. Cette conception a été largement utilisée dans les travaux de la Banque Mondiale. En effet, toute personne possédant un revenu inférieur à un seuil absolu (\$1,2 ou \$1,9 par jour...) est considérée comme pauvre.

L'indice de GINI est un critère fréquemment utilisé pour mesurer l'inégalité du revenu au sein d'une population. Cette variable est utilisée afin de détecter l'effet de la distribution du revenu sur la pauvreté et la croissance économique.

Les indicateurs de gouvernance sont introduits dans l'équation de la croissance en partant des travaux de Kaufman D. Kraay A. et Mastruzzi M. (2003), selon lesquels la qualité de la gouvernance est un facteur important pour la croissance économique d'un pays. Ces indicateurs sont introduits aussi dans l'équation des inégalités en se basant sur le principe selon lequel la qualité des institutions est l'un des déterminants pour la redistribution. Enfin, l'intégration des indicateurs de gouvernance dans l'équation de la pauvreté est considérée comme l'objectif essentiel de notre recherche qui consiste à vérifier le lien direct qui peut exister entre la qualité de gouvernance et la pauvreté.

En ce qui concerne les variables spécifiques à chaque équation, nous introduisons un ensemble d'indicateurs selon les objectifs théoriques de chacune des trois équations. Les variables sont décrites dans le tableau 1.

Tableau 1. Description des variables et source des données

Variables	Utilités	Source
L'incidence de la pauvreté à \$1,9/jour	Le ratio nombre de pauvres sur la population totale d'un pays. Cette mesure renseigne sur la proportion des pauvres au sein d'une population	PovcalNet : Banque mondiale et « World Development Indicators » (WDI, 2012)*.
PIB par habitant (\$ US constants de 2005)	Indicateur de croissance économique	« World Development Indicators » (WDI, 2012).
L'indice de Gini	Capter l'effet de la distribution de revenu	PovcalNet : Banque mondiale et « World Development Indicators » (WDI, 2012).
Ouverture commerciale	Degré d'ouverture commerciale : le commerce mesuré par le rapport entre la somme des importations et des exportations et le PIB.	« World Development Indicators » (WDI, 2012).
Crédit accordé au secteur privé	Pour avoir une idée sur développement financier des pays.	
Ratio population rurale / population total	le ratio population rurale sur la population totale du pays. La population rurale est la différence entre la population totale et la population urbaine. Cet indicateur donne une idée sur les caractéristiques structurelles de la démographie d'un pays.	
Dépenses en santé, publiques (% du PIB)	Cette variable est comme proxy de capital humain	
Le taux brut d'inscription à l'enseignement secondaire	Cet indicateur est introduit comme proxy du capital humain	
Ecoute des citoyens et reddition des comptes	Gouvernance politique : Le processus par lequel les gouvernements sont choisis, suivis et remplacés	« World Governance Indicators » fourni par Kauffman, Kraay et Mastruzzi (KKM). Ces indicateurs sont disponibles annuellement depuis 1996. Ils évaluent ces indicateurs en accordant à chaque pays une note pour chaque indicateur qui varie de -2.5 à +2.5.
Stabilité politique et absence de violence		
Efficacité du gouvernement	Gouvernance économique : La capacité du gouvernement à formuler et mettre en œuvre des politiques adéquates	
Qualité de la réglementation		
Etat de droit	Gouvernance administrative : Le respect par les citoyens et l'Etat des institutions qui régissent les interactions entre eux	
Contrôle de la corruption		

*En consultant les deux bases " PovcalNet et WDI " nous remarquons, pour certains pays, l'existence des données manquantes et donc le panel est non cylindré que nous avons annualisé par la suite. Cette technique d'annualisation de données repose sur le calcul de taux de croissance annuel moyen au cours d'une période encadrée par deux observations dans la base initiale.

La résolution du modèle à équations simultanées exige la vérification de la condition d'identification du modèle, [Bourbonnais \(2002\)](#). En effet, cette condition se détermine équation par équation afin d'éviter que les résultats ne soient biaisés. L'application des conditions d'identification montre que toutes les équations du modèle sont sur-identifiées. Dans ce cas, deux méthodes d'estimation sont utilisées : celle des doubles moindres carrés

(2SLS) et celle des triples moindres carrés (3SLS). Dans notre étude, on va utiliser uniquement la méthode des triples moindres carrés (3SLS).

La particularité des modèles d'équations simultanées se base sur la détermination simultanée de deux ou plusieurs variables endogènes comme fonction de variables exogènes et d'aléas. La grande majorité des travaux sur les modèles d'équations simultanées s'est développée suite aux travaux de [Klein \(1955\)](#) et [Hood et Koopmans \(1953\)](#). Selon [Wooldrige \(2005\)](#), ces modèles ont été développés dans le contexte des fonctions de l'offre et de la demande. Les équations structurelles constituent le système représentant des relations de causalité entre les variables du modèle. Les modèles sur-identifiés sont généralement estimés soit par la méthode des doubles moindres carrés (2SLS), soit par la méthode des triples moindres carrés (3SLS). La première méthode est à information limitée alors que la deuxième est à information complète. Lorsque certaines équations du modèle sont sur-identifiées, les estimateurs des triples moindres carrés sont plus efficaces que les estimateurs des doubles moindres carrés [Éric DOR \(2004\)](#).

La méthode des triples moindres carrés permet de prendre en compte les problèmes d'endogénéité. [Greene \(2005\)](#) montre que, parmi tous les estimateurs de variables instrumentales, l'estimateur des triples moindres carrés est asymptotiquement efficace. La méthode des triples moindres carrés (3SLS) commence par estimer chaque équation par les doubles moindres carrés (ou les variables instrumentales), puis utilise les résidus de cette première étape pour estimer la relation entre les résidus des différentes équations et utilise enfin les moindres carrés généralisés (MCG) pour estimer globalement l'ensemble du modèle en tenant compte de cette information. Le choix de la méthode des triples moindres carrés pour l'estimation de notre modèle est justifié par le fait qu'elle utilise toute l'information disponible sur les variables et offre des estimateurs efficaces.

4. Analyses préliminaires

Avant de passer à l'étude empirique, nous allons effectuer des analyses préliminaires. D'abord, nous allons identifier nos équations. Cette étape est nécessaire, car elle nous permettra de trouver la meilleure méthode d'estimation pour chacune des équations du modèle. Ensuite, nous testerons la stationnarité des différentes variables du modèle. Nous terminerons par le test de corrélation.

Le tableau 2 présente la moyenne et l'écart-type de l'incidence de la pauvreté à \$1.9 par jour et du PIB par habitant (en \$ constant 2005) pour chaque groupe de pays durant la période d'étude (1996-2012). Le tableau ci-dessous révèle que le groupe de pays ayant le PIB par tête le plus élevé, est celui qui enregistre le plus faible taux de pauvreté.

L'inspection des résultats reportés indique que la valeur de la moyenne est positive pour les trois groupes de pays. La valeur de l'écart-type est aussi bien positive indiquant que le risque est variable. La valeur de Skewness, mettant en évidence l'effet asymétrique, est généralement positive à l'exception de la valeur relative à l'incidence de pauvreté pour les pays à revenu faible. Ces résultats montrent bien la nature asymétrique des distributions empiriques. En effet, la distribution est étalée vers la droite (valeur de Skewness est positive).

Tableau 2. Incidence de pauvreté et PIB par tête (1996-2012)

	Pays à revenu faible	Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure	Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure
Panel A : PIB par tête en \$ constant PPA 2005			
Moyenne	433.44	2236.15	7176.84
Std. Dev.	212.09	949.65	2534.71
Skewness	0.9778	0.5066	1.02
Kurtosis	3.5327	2.5224	3.74
Jarque-Bera	55.29 [0.000]*	16.88 [0.0002]*	42.41 [0.000]*
Panel B : Incidence de pauvreté (1,9\$) par jour			
Moyenne	55.47	10.43	3.95
Std. Dev.	19.58	8.49	4.74
Skewness	-0.46	1.02	1.25
Kurtosis	2.40	4.41	3.49
Jarque-Bera	14.83 [0.0006]*	71.48 [0.000]*	59.06 [0.000]*

* : la probabilité de test de Jarque-Bera

Source : fait par l'auteur à partir des données extraites de WDI et PovcalNet de la Banque Mondiale

La valeur de Kurtosis est généralement supérieure à 3 ce qui montre la nature leptokurtique des distributions. En effet, les queues sont épaisses. Cette même valeur de Kurtosis est inférieure à 3 pour l'incidence de pauvreté relative aux pays à revenu faible et pour le PIB par habitant dans les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure. Enfin, le test Jarque Bera de normalité permet le rejet significatif de l'hypothèse de normalité.

Le tableau 3 présente les statistiques descriptives des indicateurs de gouvernance utilisés durant la période d'étude. Ce tableau montre que les pays à revenu faible ainsi que les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure sont marqués par une faible performance en matière de gouvernance comme en témoignent les indicateurs qui sont en moyenne négatifs sur toute la période d'étude. Par contre, les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure en moyenne se distinguent par une bonne performance en matière de gouvernance.

Tableau 3. Les indicateurs de gouvernance (1996-2012)

		VA	RQ	RL	PV	GE	CC
Pays à revenu faible	Moyenne	-0.60	-0.61	-0.80	-0.67	-0.79	-0.70
	Std. Dev.	0.52	0.43	0.48	0.79	0.42	0.38
	Skewness	-0.09	-0.89	-0.57	-0.37	-0.45	0.19
	Kurtosis	2.00	3.62	2.80	2.24	2.52	2.72
	Jarque-Bera	13.85	48.34	18.46	15.07	14.30	3.10
	Probabilité	0.0009*	0.0000	0.0001	0.0005	0.0008	0.21
Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure	Moyenne	-0.49	-0.28	-0.54	-0.16	-0.39	-0.58
	Std. Dev.	0.35	0.39	0.44	0.45	0.49	0.60
	Skewness	0.11	0.11	0.49	-1.12	-1.01	-0.53
	Kurtosis	3.12	2.60	2.66	4.72	3.52	2.84
	Jarque-Bera	0.88	2.13	14.74	107.87	59.68	15.94
	Probabilité	0.64	0.34	0.0006	0.0000	0.0000	0.0003
Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure	Moyenne	0.19	0.37	0.22	0.24	0.59	0.58
	Std. Dev.	0.61	0.52	0.66	0.67	0.51	0.66
	Skewness	0.132	-0.74	-0.80	-0.69	-1.12	-1.13
	Kurtosis	2.72	3.79	2.59	2.95	3.52	4.38
	Jarque-Bera	1.519	30.13	29.34	20.29	56.59	75.24
	Probabilité	0.46*	0.0000	0.0000	0.0004	0.0000	0.0000

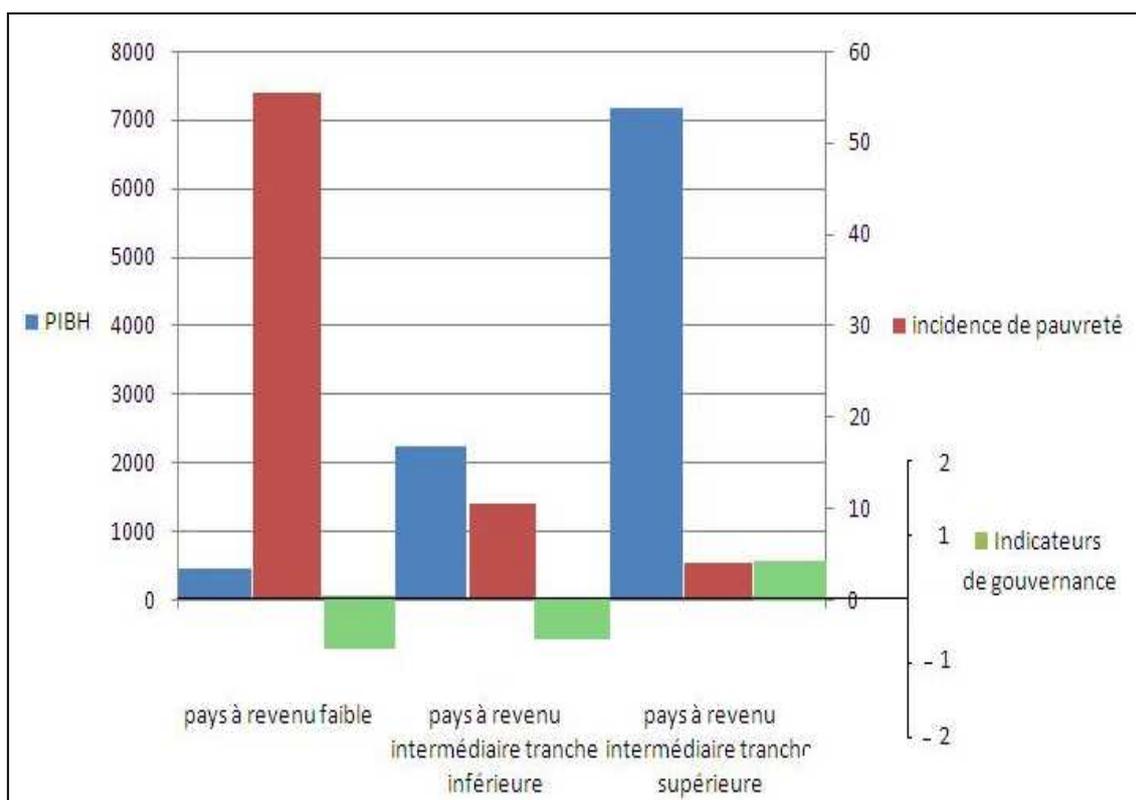
*Probabilité de test Jarque-Bera

Source : fait par l'auteur à partir des données extraites de WGI

L'ampleur de fluctuation (mesurée par l'écart-type) varie entre 0.38 et 0.79 pour les pays à revenu faible. Cette même valeur varie entre 0.35 et 0.60 pour les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure et elle varie entre 0.51 et 0.67 pour les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure. Ceci indique la variabilité statistique du risque.

Ce même tableau indique que la valeur de Skewness est parfois positive et parfois négative stipulant l'évidence d'une nature asymétrique de la distribution. La valeur de Kurtosis est à la fois inférieure et supérieure à 3, ce qui montre l'existence de la nature leptokurtique de la distribution. Cette dernière se caractérise par une queue épaisse et non épaisse. En définitive, le test de Jarque Bera de normalité indique le rejet significatif de l'hypothèse de normalité.

La figure 2 illustre la relation entre l'incidence de pauvreté, le niveau de richesse par tête (PIBH) et les indicateurs de gouvernance. Sur l'axe des abscisses figurent les groupes de pays, sur le premier axe des ordonnées à gauche figurent la moyenne de PIBH, à droite, la moyenne de l'incidence de pauvreté et la moyenne des six dimensions de la gouvernance durant la période d'étude (1996-2012) sont indiquées.



Source : fait par l'auteur à partir de données de WDI, PovcalNet et WGI

Figure 2. Incidence de pauvreté, PIB par habitant et indicateurs de gouvernance (Moyenne : 1996-2012)

Nous remarquons ici que les pays les plus pauvres ont une mauvaise qualité de gouvernance. De même, ils ont aussi le niveau de revenu par tête le plus faible. Depuis 50 ans, seulement une dizaine de pays ont été capables de réaliser la mutation de leurs structures économiques et institutionnelles. Alors qu'un grand nombre de pays en développement sont restés bloqués dans ces trappes à pauvreté.

La bonne gouvernance décrit le système institutionnel qui caractérise les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure. La question qui se pose est de connaître les déterminants qui permettent aux pays de passer d'un état à l'autre grâce à une bonne gouvernance qui vise à stimuler la croissance économique et à réduire la pauvreté.

Avant d'entamer l'estimation du modèle, nous allons tester la stationnarité en données de panel des différentes variables introduites. Pour étudier la stationnarité, on applique le test IPS et le test Fisher sur les séries étudiées.

Nous présentons quatre statistiques du test IPS à savoir t-bar, t-tilde-bar, Z-t-bar et W-t-bar qui sont basées sur les régressions ADF individuelles. Nous présentons aussi bien quatre statistiques du test de Fisher à savoir P, Z, L* et Pm.

Le tableau 4 montre que les variables TCPIB, GINI, VA, PV, GE, RQ, RL, CC, EDUC, TC_POP, PRL et DSP sont stationnaires en niveau, alors que les variables IPOV, OUV et CSP sont stationnaires en différences premières. Après avoir effectué les tests de stationnarité, nous pouvons passer à l'estimation de notre modèle.

Tableau 4. Tests de racine unitaire

Variables	Fisher-type tests								IPS test			
	Fisher-ADF statistic				Fisher-PP statistic				t-bar	t-tilde-bar	Z-t-tilde-bar	W-t-bar
	P	Z	L*	Pm	P	Z	L*	Pm				
IPOV	277.7395	-9.1575	-9.6033	11.7951	316.0046	-3.4799	-7.3405	14.4232	-1.7454	-1.3387	0.2752	-1.9368
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0003	0.0000	0.0000	0.6084	0.6084	0.6084	0.0264
ΔIPOV	568.0792	-18.1915	-21.4598	31.7357	881.6524	-21.9468	-33.1472	53.2720	-4.0378	-2.6321	-12.2797	-16.6986
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
TC(GDP)	503.1751	-16.5837	-18.9855	27.2781	564.7658	-16.2426	-21.0251	31.5082	-3.4005	-2.4385	-10.4139	-13.6809
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
GINI	264.3741	-8.7363	-9.0760	11.1199	78.2095	-1.8728	-2.3307	4.6123	,	,	,	,
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0001	0.0305	0.0110	0.0000	,	,	,	,
VA	119.3193	-7.1167	-7.3661	9.3280	19.3255	-0.5846	-0.752	1.4953	-10.583	-10.586	12.5223	-2.4083
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.081	0.2794	0.2291	0.0674	0.0942	0.0942	0.0942	0.0080
PV	97.9384	-4.9424	-4.7459	6.8754	13.7966	10.3304	10.351	10.367	-11.152	-11.052	11.0182	10.489
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0139	0.0294	0.0361	0.0569	0.0457	0.0457	0.0457	0.0875
GE	116.1313	-6.8262	-7.0991	8.9623	59.5433	-1.8765	-1.9421	2.4712	-1.8563	-1.6162	-1.4294	-1.2411
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0143	0.0303	0.0275	0.0067	0.0764	0.0764	0.0764	0.1073
RQ	125.7228	-7.5013	-7.7999	10.0625	58.1129	-1.4426	-1.7588	2.3071	-1.7579	-1.5292	-0.9296	-3.0215
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0194	0.0746	0.0409	0.0105	0.0976	0.0976	0.0976	0.0013
RL	94.8289	-5.7031	-5.6679	6.5187	24.3434	-2.251	-2.289	2.5196	-11.283	-11.1225	10.7907	-10.203
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0183	0.0122	0.0142	0.0059	0.0854	0.0854	0.0854	0.0197
CC	105.5183	-6.3704	-6.4426	7.7449	56.5670	-1.7112	-1.9719	2.1298	-1.8753	-1.6433	-1.5847	-1.1682
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0267	0.0435	0.0257	0.0166	0.0565	0.0565	0.0565	0.0914
EDUC	207.8460	-5.4846	-6.0606	8.5403	110.8011	2.8325	3.2909	0.9144
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0233	0.0146	0.0296	0.0415
OUV	251.6981	-8.7232	-8.6629	10.0066	111.6685	0.6332	0.5543	0.3893	-1.4293	-1.2849	0.7918	0.9349
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.3343	0.7367	0.7101	0.3485	0.7858	0.7858	0.7858	0.8251
ΔOUV	574.9219	-18.5790	-21.7514	32.2057	825.2804	-22.9962	-31.2443	49.4004	-4.1774	-2.7697	-13.6063	-19.4963
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
TC_POP	640.2842	-16.4750	-22.3863	36.6948	405.6052	-3.5816	-9.6503	20.5770	-2.7685	-1.2749	0.8874	-1.9850
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0002	0.0000	0.0000	0.0126	0.0126	0.0126	0.0236
PRL	209.0345	-2.3625	-2.3878	7.0764	832.9992	-15.5056	-35.8642	49.9305	-3.5897	0.2050	15.0854	-19.2880
(p-value)	0.0000	0.0091	0.0088	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0458	0.0458	0.0458	0.0000
CSP	280.7302	-8.5831	-9.3620	12.0005	65.5425	3.8856	3.8548	-2.7786	-0.8995	-0.8488	4.9755	0.5717
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.9993	0.9999	0.9999	0.9973	1.0000	1.0000	1.0000	0.7162
ΔCSP	476.1798	-16.0074	-17.8975	25.4241	551.7038	-15.4383	-20.2734	30.6111	-3.3128	-2.3835	-9.8833	-11.3046
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
DSP	288.2484	-10.0738	-10.2430	12.5169	197.6739	-2.3776	-3.9003	6.2962	-1.5079	-1.3674	-0.0030	-0.2247
(p-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0087	0.0001	0.0000	0.0049	0.0049	0.0049	0.0411

Notes: La statistique t-tilde-bar ($\bar{t} - \text{bar}_{NT}$) est similaire à la statistique t-bar ($t - \text{bar}_{NT}$), à l'exception qu'un différent estimateur de la variance de l'erreur de la régression de Dickey-Fuller est utilisée. Une version standardisée de la statistique t-tilde-bar est $t - \text{tilde} - \text{bar}(Z_{t-\text{bar}})$. En présence de corrélation sérielle, la régression de Dickey-Fuller est augmentée comme suit $\Delta y_{it} = \phi_{it} y_{i,t-1} + z'_{it} \gamma_i + \sum_{j=1}^p \Delta y_{i,t-j} + \epsilon_{it}$ où p est le nombre de retards. Im et al. (2003) proposent ainsi une autre statistique notée $W_{t-\text{bar}}$ qui suit une loi normale standard asymptotique lorsque $T \rightarrow \infty$ suivie par $n \rightarrow \infty$.

5. Résultats empirique

Rappelons tout d'abord que les procédures économétriques mises en œuvre visent à étudier la relation entre la gouvernance, la croissance économique et la pauvreté. Pour ce faire, un modèle de systèmes d'équations simultanés a été estimé. Nous allons effectuer des estimations par groupes de pays tout en introduisant des variables muettes (dummy-1, 2 et 3), et sur lesquels on effectue les mêmes régressions. Ceci va nous permettre de vérifier si les variables ont les mêmes effets dans les différents groupes à savoir les pays à revenu faible, les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure et les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure.

L'analyse de la matrice de corrélation montre qu'il existe une forte corrélation entre les indicateurs de gouvernance eux-mêmes, c'est pour cela que nous allons les introduire un par un.

5.1. Résultats des estimations pour les pays à revenu faible

Les résultats d'estimations relatifs aux pays à revenu faible sont présentés dans le tableau 5. Ils suivent l'ordre suivant : l'équation de la croissance, l'équation des inégalités et l'équation de la pauvreté. Les indicateurs de gouvernance sont introduits, séparément, comme suit: VA, PV, GE, RQ, RL et CC.

Le tableau ci-dessous présente les résultats d'estimation de l'équation de croissance. Il illustre principalement les effets de l'inégalité de revenu et de la qualité de gouvernance sur la croissance économique.

D'abord, l'effet de l'inégalité sur le taux de croissance de PIBH est négatif et statistiquement significatif à 1%. Ce résultat est conforme aux travaux d'[Alesina et Rodrik \(1994\)](#), de [Clarke \(1995\)](#), de [Fishlow \(1995\)](#) qui trouvent un lien négatif entre le taux de croissance de PIBH et l'indice de GINI.

Ensuite, l'analyse du tableau montre que les variables de gouvernance tels que la voix citoyenne (VA), la stabilité politique (PV), l'efficacité du gouvernement (GE), la qualité de la réglementation (RQ) affectent positivement la croissance économique dans les pays à revenu faible. Ces résultats correspondent aux résultats empiriques qui démontrent que l'amélioration de la qualité de gouvernance constitue un facteur essentiel pour la croissance économique. Cette relation positive entre ces indicateurs de gouvernance et le taux de croissance du PIBH confirme les travaux de [Kaufman et al \(2003\)](#).

Effectivement, la croissance économique s'améliore grâce à la participation de la société civile quant à la vie politique et à la contribution aux droits civils et humains. De même, de

nombreux pays à revenu faible ont des ressources naturelles mal exploitées et parfois inexploitées, l'existence d'un gouvernement efficace (une bonne gestion des dépenses et des recettes de l'Etat, une qualité meilleure des services fournis par l'administration publique et une haute qualification du personnel de l'Etat) est en mesure de stimuler la croissance économique. En outre, la stabilité politique est primordiale pour la croissance économique. Plusieurs études empiriques affirment que la stabilité politique affecte positivement la croissance économique soit directement (Barro et Sala-i-Martin, 1995) soit indirectement par le canal de l'investissement (Alesina et Perotti, 1996 et Svensson, 1998).

En revanche, la variable contrôle de corruption (CC) affecte négativement la croissance économique. Ce résultat s'oppose aux études empiriques qui prouvent que la corruption nuit à la croissance économique soit directement soit indirectement (par exemple, le canal d'investissement). Le signe inattendu de l'indicateur contrôle de corruption ne justifie pas que la corruption est bénéfique pour la croissance économique. Cependant, il est probable qu'une nouvelle approche pour lutter contre la corruption, adaptée aux pays pauvres, serait plus adéquate. Ces derniers souffrent de l'existence d'un marché défaillant, d'une bureaucratie excessive et d'une asymétrie d'informations. Effectivement, dans les pays qui se caractérisent par des coûts de transactions élevés, le recours à la corruption peut se justifier pour faciliter les transactions.

Pour les variables de contrôle, nous remarquons la significativité statistique de l'ouverture commerciale qui affecte positivement le taux de croissance de PIB par tête. Il est de même pour le taux de croissance de population qui a un impact positif sur le taux de croissance de PIB par habitant. En ce qui concerne l'éducation, son effet est statistiquement non significatif bien qu'elle affecte positivement la croissance économique.

Cette équation montre deux effets à savoir les effets des indicateurs de gouvernance et ceux du taux de croissance du PIBH sur l'inégalité. La relation entre la croissance et l'inégalité est vérifiée de deux façons. La première relation analyse l'effet du taux de croissance de PIBH sur l'inégalité.

La deuxième teste l'effet quadratique en introduisant le logarithme du PIBH et son carré ($\text{Log}(\text{PIB})$ et $\text{Log}(\text{PIB})^2$). Cette méthode a été employée également par Lundberg et Squire (2003) pour vérifier le lien entre l'inégalité et la croissance. L'analyse des résultats montre le lien négatif entre le taux de croissance du PIBH et l'indice de GINI. En ce qui concerne l'hypothèse de Kuznets, les résultats montrent que la relation quadratique entre le logarithme du PIBH et l'indice de GINI est confirmée. Plusieurs études empiriques confirment cette constatation.

Tableau 5. Résultats des estimations par la méthode 3SLS (Pays à revenu faible)

Variables	Reg (1) : VA			Reg (2) : PV			Reg (3) : GE			Reg (4) : RQ			Reg (5) : RL			Reg (6) : CC		
	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV
CONS	0,1097 (1,41)	-76,4037 (-1,48)	-4,5672 (-0,44)	0,2170*** (3,33)	-41,9769 (-0,83)	-1,7638 (-0,17)	0,1017 (1,18)	-72,4647 (-1,4)	4,9256 (0,45)	0,1245 (1,28)	-50,183 (-0,91)	-1,2403 (-0,1)	0,1103 (1,37)	-90,593 (-1,7)	-9,5604 (-0,9)	0,1563** (2,21)	-64,813 (-1,3)	-4,7845 (-0,42)
TC(PIBH)		-75,257*** (-3,61)	-147,950*** (-5,51)		-100,699*** (-5,07)	-133,500*** (-5,09)		-56,865*** (-2,68)	-164,123*** (-6,01)		-51,456** (-2,34)	-159,428*** (-5,82)		-77,071*** (-3,54)	-155,976*** (-5,4)		-92,155*** (-4,21)	-169,069** (-5,29)
lnpib_1	-0,0061 (-1,11)			-0,0061 (-1,1)			-0,0085 (-1,32)			-0,0104 (-1,54)			-0,0079 (-1,37)			-0,0057 (-1,06)		
GINI	-0,0026** (-2,02)		0,1878 (0,64)	-0,0047*** (-4,7)		0,24830 (0,72)	-0,0022* (-1,77)		-0,0793 (-0,25)	-0,0024* (-1,70)		0,08076 (0,24)	-0,0024* (-1,86)		0,3103 (1,01)	-0,0036*** (-3,09)		0,3251 (0,89)
lnpib		41,430** (2,37)			29,874* (1,74)			40,818** (2,33)			33,203* (1,78)			45,896** (2,55)			37,266** (2,22)	
lnpib2		-3,577** (-2,43)			-2,602* (-1,81)			-3,587** (-2,43)			-2,938* (-1,88)			-3,940** (-2,6)			-3,210** (-2,28)	
GOUV	0,0043* (1,87)	-0,1280*** (-3,68)	-1,1135 (-0,97)	0,0027* (1,74)	-0,1210 (-0,43)	-1,2530 (-1,08)	0,0100** (1,99)	-0,3046*** (-2,31)	0,1080 (0,06)	0,0120 (1,85)	-0,2515 (-1,00)	-0,7954 (-0,44)	-0,0013 (-0,19)	-0,3989 (-2,12)	-2,8505 (-0,57)	-0,0038* (-1,96)	-0,5149*** (-4,40)	-4,5252 (-0,10)
EDUC	0,0032 (0,58)	0,3049 (0,42)	-0,6612 (-0,64)	0,0030 (0,54)	0,2890 (0,38)	-1,1458 (-1,00)	0,0048 (0,88)	0,6638 (0,93)	-0,4205 (-0,36)	0,0042 (0,78)	0,4851 (0,70)	-0,5439 (-0,50)	0,0035 (0,64)	0,2936 (0,40)	-0,9354 (-0,85)	0,0026 (0,47)	0,2339 (0,31)	-1,5699 (-1,17)
OUV	0,0004* (1,66)			0,0003 (1,58)			0,0004 (1,60)			0,0004 (1,66)			0,0004 (1,68)			0,0003 (1,52)		
TC_POP	0,0150*** (2,59)			0,0096* (1,92)			0,0175*** (2,93)			0,0169*** (2,75)			0,0145** (2,44)			0,0116** (2,06)		
PRL			-0,0341 (-0,56)			-0,1013 (-1,15)			0,00229 (0,03)			-0,0110 (-0,17)			-0,0541 (-0,82)			-0,1152 (-1,19)
ΔCSP	-0,0009 (-0,89)			-0,0007 (-0,75)			-0,0009 (-0,88)			-0,0010 (-0,95)			-0,0008 (-0,81)			-0,0005 (-0,50)		
DSP			0,8329* (1,80)			1,0858* (1,82)			0,5733 (1,10)			0,6529 (1,42)			1,1877* (2,21)			1,2659* (2,10)
N Obs	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194

- les nombres entre parenthèses sous les coefficients estimés sont les T de Student.

- Les symboles *, **, *** désignent les seuils de significativité à 10%, 5% et à 1%,

En effet, [Mbabazi et al. \(2002\)](#) étudient l'impact de la croissance économique sur l'inégalité en utilisant une variable muette qui indique les pays d'Afrique Subsaharienne. Ils trouvent que la croissance réduit les inégalités par coefficient égal à 0,8.

Dans cette même équation, nous remarquons que les variables de gouvernance VA, GE, RL et CC ont des signes prévus qui sont statistiquement significatifs. En effet, une bonne qualité de gouvernance est en mesure d'assurer une meilleure redistribution des revenus et capable de diminuer les inégalités. Prenons l'exemple de la corruption qui, à travers son effet positif sur l'inégalité, creuse davantage l'écart entre les classes sociales. Autrement dit, cette inégalité donne la possibilité aux plus puissants d'avoir une influence qui facilite souvent la pratique de la corruption ; alors que les plus pauvres sont déconnectés et incapables de demander des comptes aux puissants. Cette situation est en mesure de créer et de nourrir un cercle vicieux « inégalité, corruption, inégalité ».

Le même tableau illustre les résultats d'estimation de la troisième équation de la pauvreté. L'analyse des résultats montre que l'effet de taux de croissance de PIBH sur l'incidence de pauvreté est négatif et statistiquement significatif. La croissance économique constitue alors un facteur capital de réduction de la pauvreté au sein des pays à revenu faible. Ce résultat est conforme aux études empiriques antérieures relatives au rôle majeur de la croissance économique dans la réduction de la pauvreté ([Deininger et Squire, 1996](#) ; [Dollar et Kraay, 2002](#) ; [Meng et al, 2005](#)).

La relation entre l'inégalité et l'incidence de pauvreté est statistiquement non significative même si le lien entre eux est positif ce qui suggère qu'une réduction des inégalités est en mesure de réduire la pauvreté.

En outre, l'analyse des résultats montre qu'aucune des variables de gouvernance n'est significative et que les signes varient d'un indicateur à un autre. Il paraît donc que la qualité de gouvernance n'a pas d'effet direct sur la réduction de la pauvreté dans les pays à revenu faible durant la période d'étude.

Néanmoins, ce résultat peut être justifié par le fait que notre mesure de la pauvreté concerne uniquement l'approche monétaire de la pauvreté. En se basant sur l'approche par les capacités adoptée par Sen, il s'avère qu'il existe théoriquement une relation directe entre la pauvreté et la qualité de gouvernance.

5.2. Résultats des estimations pour les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure

Les résultats d'estimation relatifs aux pays à revenu intermédiaire tranche inférieure sont présentés dans le tableau 6 qui suit la même structure que le tableau précédent. Les

résultats de l'estimation de l'équation de la croissance font paraître deux principaux liens à savoir l'effet de l'inégalité de revenu et de la qualité de gouvernance sur la croissance économique.

D'abord, l'effet des inégalités sur le taux de croissance de PIBH est négatif et statistiquement significatif à 1%. Ces résultats sont conformes à certains travaux empiriques qui estiment que la réduction des inégalités est favorable à la croissance économique. Pour les indicateurs de gouvernance, nous remarquons que seulement trois indicateurs ont un effet positif et significatif de 5% sur le taux de croissance du PIBH ce qui confirme les travaux de [Kaufman et al \(2003\)](#). En effet, les deux indicateurs : voix citoyenne et stabilité politique et absence de violence qui représentent la gouvernance politique constituent un climat favorable à la croissance. De même, le contrôle de corruption stipule les facteurs de production, crée un environnement économique bénéfique à la productivité et, par conséquent, stimule la croissance économique.

Les résultats d'estimation relatifs à cette équation révèlent les effets du taux de croissance du PIBH et de la qualité de gouvernance sur les inégalités. L'effet du taux de croissance du PIBH sur l'indice de GINI est négatif et statistiquement significatif. Quant à l'hypothèse de Kuznets, l'effet quadratique (Log(PIB) et Log(PIB)^2) est statistiquement non significatif.

En outre, l'inclusion des variables de gouvernance dans l'équation d'inégalité fait naître une relation négative et statistiquement significative entre l'inégalité et quatre indicateurs de gouvernance à savoir l'instabilité politique, l'efficacité de gouvernement, l'état de droit et le contrôle de corruption. En effet, la qualité de gouvernance est nécessaire pour une meilleure distribution des revenus.

Concernant la gouvernance administrative, l'amélioration de l'état de droit et le contrôle de la corruption favorisent une meilleure redistribution et servent à réduire les inégalités.

En effet, en présence d'un gouvernement efficace, l'élaboration des lois qui se préoccupent du contrôle de corruption facilite l'accès aux opportunités vu que la corruption influe directement sur les interactions entre les agents économiques à savoir les droits de propriété, le fonctionnement du secteur public, la réalisation des contrats.

L'analyse des résultats empiriques relatifs à la troisième équation montre que l'effet du taux de croissance du PIBH sur l'incidence de pauvreté est négatif et statistiquement non significatif.

Tableau 6. Résultats des estimations par la méthode 3SLS (Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure)

Variables	Reg (1) : VA			Reg (2) : PV			Reg (3) : GE			Reg (4) : RQ			Reg (5) : RL			Reg (6) : CC		
	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV
CONS	0,2327*** (3,27)	12,5305 (0,16)	40,1680 (1,88)	0,2004*** (3,08)	37,9581 (0,55)	-5,9232 (-0,42)	0,2059*** (3,04)	39,7690 (1,04)	-1,9400 (-0,26)	0,2238*** (3,43)	46,5426 (1,05)	-12,2975 (-1,02)	0,1463** (2,30)	25,5847 (0,63)	2,4324 (0,33)	0,1378** (2,09)	23,0585 (0,38)	0,7380 (0,08)
TC(PIBH)		-171,395*** (-6,17)	-57,043*** (-2,56)		-212,505*** (-9,44)	7,9899 (0,37)		-198,501*** (-10,07)	3,6669 (0,19)		-211,913*** (-10,55)	33,8133 (1,29)		-219,646*** (-11,49)	-11,2940 (-0,60)		-238,936*** (-10,15)	-4,6104 (-0,24)
lnpib_1	-0,0012 (-0,20)			0,0043 (0,63)			0,0043 (0,70)			0,0015 (0,27)			0,0049 (0,88)			0,0046 (0,72)		
GINI	-0,0046*** (-4,62)		-0,5718** (-2,3)	-0,0048*** (-7,42)		0,0641 (0,42)	-0,0054*** (-7,53)		0,0207 (0,20)	-0,0048*** (-9,82)		0,1833 (1,21)	-0,0049*** (-9,29)		-0,0576 (-0,58)	-0,0044*** (-8,66)		-0,0225 (-0,21)
lnpib		9,8344 (0,51)			2,0779 (0,12)			0,7211 (0,08)			0,4721 (0,04)			2,4094 (0,25)			3,5622 (0,24)	
lnpib2		-0,6404 (-0,50)			-0,0852 (-0,08)			-0,0091 (-0,02)			-0,0145 (-0,02)			-0,1082 (-0,17)			-0,1777 (-0,18)	
GOUV	0,0213** (2,32)	-0,3654 (-0,71)	-0,2089 (-1,07)	0,0118** (2,34)	-2,5167** (-2,49)	-0,4008 (-0,71)	0,0652 (0,10)	-5,1086*** (-3,17)	-0,0278*** (-2,85)	0,0018 (0,24)	-0,3644 (-0,22)	-0,0679* (1,97)	0,0404 (0,83)	-8,2226*** (-5,70)	-0,3465** (-2,39)	0,0202** (2,36)	-4,5745** (-2,54)	-0,3855 (-0,52)
EDUC	0,0058 (0,54)	0,5276 (0,22)	-2,5633 (-1,14)	0,0021 (0,18)	0,2976 (0,12)	0,6493 (0,43)	0,0064 (0,47)	1,2069 (0,45)	0,1840 (0,21)	0,0028 (0,23)	0,5723 (0,21)	0,5877 (0,52)	0,0111 (0,92)	2,3213 (0,89)	0,0903 (0,10)	0,0109 (0,96)	2,4575 (0,88)	0,1380 (0,14)
OUV	-0,00002 (-0,16)			-0,00002 (-0,21)			-0,00002 (-0,27)			-0,000006 (-0,09)			-0,00002 (-0,26)			-0,00002 (-0,17)		
TC_POP	-0,0023 (-0,97)			-0,0003 (-0,23)			0,0003 (0,39)			-0,00009 (-0,09)			0,0004645 (0,45)			-0,00008 (-0,08)		
PRL			-0,0463* (-1,72)			-0,0081 (-0,27)			-0,0147 (-0,85)			-0,0040 (-0,17)			-0,0200 (-1,08)			-0,0157 (-0,68)
ACSP	0,0004 (1,28)			0,0001 (0,48)			0,000003 (0,02)			0,00002 (0,2)			0,000004 (0,03)			0,00006 (0,37)		
DSP			0,4106 (1,30)			-0,0254 (-0,16)			0,0224 (0,15)			-0,0090 (-0,07)			0,0378 (0,26)			-0,0025 (-0,02)
N Obs	246	246	246	246	246	246	246	246	246	246	246	246	246	246	246	246	246	246

- les nombres entre parenthèses sous les coefficients estimés sont les T de Student.

- Les symboles *, **, *** désignent les seuils de significativité à 10%, 5% et à 1%,

Par contre, la relation entre l'inégalité et l'incidence de pauvreté est statistiquement non significative même si le lien entre eux est positif ce qui suggère qu'une réduction des inégalités est en mesure de réduire la pauvreté.

L'analyse du tableau montre que certaines variables de gouvernance affectent négativement l'incidence de pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure. En effet, l'efficacité du gouvernement (GE), l'état de droit (RL) et la qualité de la réglementation (RQ) sont d'une importance capitale pour la croissance économique.

Ainsi, la protection des droits de propriété et la réduction des coûts de transaction au moyen de l'état de droit sont en mesure de réduire la pauvreté. Cette idée est confirmée par d'autres études ([Acemoglu et al. 2001](#) ; [Kaufmann et al, 2002](#)) qui établissent une relation entre l'état de droit et la croissance économique. De même, l'amélioration de la qualité des réglementations est utile pour assurer l'harmonisation et le bon fonctionnement de l'économie de marché afin de stimuler la croissance économique qui contribue, à long terme, à la réduction de la pauvreté.

5.3. Résultats des estimations pour les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure

Le tableau 7 suit la même structure que les deux autres tableaux qui précèdent. Il présente les résultats d'estimation relatifs aux pays à revenu intermédiaire tranche supérieure.

Les effets des variables d'intérêt tels que les inégalités, la qualité de gouvernance ainsi que d'autres déterminants de la croissance sont illustrés dans le tableau ci-dessous. Il montre principalement les effets de l'inégalité de revenu et de la qualité de gouvernance sur la croissance économique.

D'abord, l'effet des inégalités sur le taux de croissance de PIBH est négatif et statistiquement significatif à 1%. Cet effet négatif et significatif corrobore les études théoriques qui ont montré que l'inégalité peut négativement affecter le taux de croissance de PIBH ([Alesina et Rodrik, 1994](#) ; [Forbes, 2000](#)).

Pour les indicateurs de gouvernance, seulement trois indicateurs de gouvernance sont statistiquement significatifs. En effet, la variable voix citoyenne (VA) et l'efficacité du gouvernement (GE) affectent la croissance économique positivement. Par contre, le contrôle de corruption affecte la croissance économique négativement. Ce résultat est peut-être expliqué par le fait que la corruption n'affecte pas la croissance économique négativement aux premiers stades du développement à condition qu'elle soit contrôlée par un

gouvernement efficace. Ainsi, certaines études [Méon et Sekkat \(2005\)](#) sont d'avis que la corruption peut se justifier puisqu'elle permet d'échapper aux règlements et aux institutions inefficaces. Alors, la corruption serait capable de développer la croissance économique puisqu'elle diminue les obstacles administratifs et les coûts de transactions des entreprises qui cherchent à faire face aux régulations excessives [Transparencey international \(2014\)](#).

Pour les variables de contrôle, nous remarquons que l'ouverture commerciale est positivement corrélée avec le taux de croissance de PIBH avec une significativité de 1%. En effet, diverses études empiriques démontrent l'effet bénéfique de l'ouverture commerciale sur la croissance économique ([Yanikkaya, 2002](#) ; [Caupin et Saadi, 2003](#) ; [Gries et Redlin, 2012](#)). De même, nous constatons la significativité statistique du variable crédit accordé au secteur privé (CSP) qui affecte le taux de croissance de PIBH positivement.

À travers l'analyse du même tableau, nous remarquons que, pour les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure, l'augmentation de l'inégalité des revenus réduit le taux de croissance de PIB par habitant. L'hypothèse de Kuznets est aussi confirmée, ainsi le logarithme du PIBH et son carré ($\text{Log}(\text{PIB})$ et $\text{Log}(\text{PIB})^2$) sont statistiquement significatifs. En effet, le coefficient du $\text{Log}(\text{PIB})$ est positif tandis que le signe du coefficient de $\text{Log}(\text{PIB})^2$ est négatif. Ce résultat montre que la forme en «U» inversé de Kuznets qui explique la relation du long terme entre le revenu moyen et l'inégalité est vérifié.

L'impact négatif de l'inégalité sur la croissance à été confirmé par plusieurs études empiriques. [Brueckner et Lederman \(2015\)](#) montrent empiriquement que l'inégalité des revenus nuit à la croissance économique dans les économies avancées. Ils montrent aussi que, dans les pays à revenu élevé et intermédiaire, l'augmentation de l'inégalité des revenus réduit le capital humain.

Le même tableau montre que l'effet des indicateurs de gouvernance sur l'inégalité est négatif et statistiquement significatif. La gouvernance politique telle que la stabilité politique (PV) et voix citoyenne (VA) affectent l'inégalité négativement.

Il en est de même pour la variable qualité de réglementations (RQ) et l'état de droit (RL). La qualité de gouvernance dans les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure détermine le niveau de l'inégalité.

En outre, l'éducation mesurée par le taux de scolarisation affecte l'inégalité négativement. Plusieurs études confirment qu'un taux de scolarisation élevé réduit les inégalités [Carmignani \(2007\)](#).

Tableau 7. Résultats des estimations par la méthode 3SLS (Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure)

Variables	Reg (1) : VA			Reg (2) : PV			Reg (3) : GE			Reg (4) : RQ			Reg (5) : RL			Reg (6) : CC		
	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV	TC(PIBH)	GINI	ΔIPOV
CONS	0,6731*** (4,00)	-697,574** (-2,04)	0,5414 (0,11)	0,5119*** (2,93)	-639,2006* (-1,82)	0,4721 (0,10)	0,7340*** (4,23)	-760,3079** (-2,39)	-0,2432 (-0,05)	0,7352*** (4,47)	-675,3132* (-2,13)	-0,2029 (-0,04)	0,7206*** (4,28)	-633,9104** (-1,99)	0,8663 (0,18)	0,7901*** (4,51)	-748,0194** (-2,40)	-0,4171 (-0,08)
TC(PIBH)		-66,1142** (-2,31)	4,34547 (0,67)		-40,2135 (-1,46)	3,2301 (0,50)		-86,6422*** (-2,98)	5,2509 (0,82)		-79,0056*** (-2,77)	4,9085 (0,77)		-81,141*** (-2,86)	4,857325 (0,77)		-90,2212*** (-3,17)	5,4735 (0,85)
Inpib_1	-0,0475*** (-3,02)			-0,0402** (-2,41)			-0,0465*** (-3,01)			-0,0485*** (-3,19)			-0,0497*** (-3,20)			-0,0475*** (-3,04)		
GINI	-0,0019** (-2,39)		-0,0109 (-0,64)	-0,0010 (-1,10)		-0,0219 (-1,24)	-0,0022*** (-3,02)		-0,0001 (-0,01)	-0,0025*** (-3,35)		0,0044 (0,27)	-0,0027*** (-3,32)		0,0010897 (0,06)	-0,0023*** (-2,89)		-0,0054 (-0,31)
Inpib		192,915** (2,48)			178,455** (2,22)			209,4183*** (2,91)			187,333*** (2,61)			176,512** (2,45)			208,1075*** (2,96)	
Inpib2		-11,7242*** (-2,69)			-10,9182** (-2,42)			-12,6532*** (-3,13)			-11,339*** (-2,81)			-10,727*** (-2,65)			-12,5662*** (-3,18)	
GOUV	0,0036* (1,98)	-1,4483** (-2,01)	-0,1652** (-2,24)	0,0029 (0,53)	-1,9324** (-2,02)	-0,1324** (-2,16)	0,4218** (2,03)	-0,0024 (-0,34)	0,1814 (0,74)	-0,0081 (-1,56)	-1,5073* (-1,76)	0,3076 (1,28)	0,0367 (0,19)	-1,7133* (-1,93)	0,2873* (1,93)	-0,0035* (-1,81)	-1,4227 (-1,54)	-0,1298* (-1,85)
EDUC	-0,0339 (-1,20)	-10,1240*** (-2,61)	-0,0558 (-0,06)	-0,0218 (-0,75)	-8,9783*** (-2,42)	0,0473 (0,05)	-0,0467* (-1,7)	-12,5481*** (-3,20)	0,0119 (0,01)	-0,0399 (-1,48)	-10,7310*** (-2,92)	-0,0444 (-0,05)	-0,0335 (-1,21)	-9,3889** (-2,43)	-0,2238 (-0,23)	-0,0570** (-2,08)	-14,2236*** (-3,64)	0,1151 (0,12)
OUV	0,0012*** (3,28)			0,0014*** (3,76)			0,0010*** (2,94)			0,0011*** (3,06)			0,0010*** (3,02)			0,0010*** (2,82)		
TC_POP	-0,0048 (-0,67)			-0,0047 (-0,62)			-0,0055 (-0,83)			-0,0043 (-0,63)			-0,0038 (-0,56)			-0,0053 (-0,78)		
PRL			-0,0185 (-1,26)			-0,0155 (-1,06)			-0,0189 (-1,30)			-0,0218 (-1,45)			-0,0201 (-1,38)			-0,0188 (-1,30)
ΔCSP	0,0009** (2,00)			0,0011** (2,28)			0,0008* (1,84)			0,0009* (1,88)			0,0008* (1,82)			0,0008* (1,76)		
DSP			0,060808 (0,65)			0,0834 (0,87)			0,0570 (0,67)			0,0575 (0,69)			0,0420 (0,48)			0,0534 (0,62)
N Obs	220	220	220	220	220	220	220	220	220	220	220	220	220	220	220	220	220	220

- les nombres entre parenthèses sous les coefficients estimés sont les T de Student.

- Les symboles *, **, *** désignent les seuils de significativité à 10%, 5% et à 1%, E32

L'analyse des résultats de la troisième équation du modèle qui concerne la pauvreté montre que l'effet du taux de croissance du PIBH et celui des inégalités sur l'incidence de pauvreté est statistiquement non significatif. Concernant les indicateurs de gouvernance, les résultats des estimations de cette équation montrent que :

Les indicateurs voix citoyenne (VA) et stabilité politique (PV), qui représentent la dimension politique de la gouvernance, affectent l'incidence de pauvreté négativement et ils sont statistiquement significatifs.

D'une part, les droits civils, la responsabilité politique et la liberté d'information consolident la voix politique et la participation de la classe sociale la plus démunie. Effectivement, les pauvres trouvent un terrain favorable pour leurs exigences politiques de même le gouvernement peut répondre efficacement aux demandes des pauvres [Sen \(2000\)](#). D'autre part, l'insécurité et la violence freinent le rythme de la croissance en détruisant le potentiel économique d'un pays. Ainsi, certaines couches sociales de la population glissent vers la pauvreté et les pauvres eux-mêmes voient leur situation s'aggraver [Collier \(2007\)](#).

En revanche, en ce qui concerne l'état de droit (RL), nous remarquons qu'il a un impact positif et statistiquement significatif sur l'incidence de pauvreté. On ignore les raisons pour lesquelles la primauté du droit pourrait être un facteur défavorable à la réduction de pauvreté.

En effet, il se peut que l'application rigoureuse de la loi empêche les pauvres de disposer de moyens de subsistance, en particulier ceux qui sont parfois prohibés par les autorités publiques. Enfin, la lutte contre la corruption, le respect de la loi et la protection des droits de propriétés permettent aux pauvres d'accéder aux opportunités et d'échapper à la pauvreté [Gupta et al. \(2002\)](#).

6. Conclusion

L'application du modèle à équations simultanées qui traite la relation entre la gouvernance, la croissance économique, l'inégalité et la pauvreté montre que ce lien paraît plus complexe vu l'existence des causalités croisées et multiples qui relient le triangle croissance-inégalité-pauvreté. Ce dernier demeure jusqu'à nos jours un sujet de polémique.

Nos résultats montrent que l'impact positif ou négatif de la gouvernance sur le triangle croissance-inégalité-pauvreté change selon la dimension de la gouvernance prise en compte et l'échantillon objet d'étude. Pour cette raison, nous constatons que certains indicateurs de gouvernance paraissent plus significatifs que d'autres. Il est crucial de voir comment la bonne gouvernance affecte directement la pauvreté surtout dans les pays qui en souffrent le

plus étant donné que la communauté internationale met en œuvre divers programmes de réduction de la pauvreté dans ces pays.

En ce qui concerne le lien direct qui lie la qualité de gouvernance à la pauvreté, nos résultats montrent qu'aucune corrélation statistiquement significative n'a pu être détectée entre aucun des six indicateurs de gouvernance et l'incidence de pauvreté dans les pays à revenu faible. Quant aux deux autres groupes ont révélé une relation statistiquement significative entre certains indicateurs de gouvernance et l'incidence de pauvreté. Ces résultats suggèrent que les institutions internationales de développement doivent tenir compte du stade de développement d'un pays donné avant de stipuler la bonne gouvernance comme une condition nécessaire qui sert à réduire directement la pauvreté.

Ainsi, le lien direct entre la bonne gouvernance et la réduction de la pauvreté qui a été adopté par les institutions internationales afin d'atteindre les objectifs millénaires de développement fixés dès 2015, semble avoir un fondement empirique faible pour les pays à revenu faible dont plus de 50% de la population souffrent de la pauvreté. Cela montre que, pour ces pays, le moyen le plus efficace pour la réduction de la pauvreté passerait par l'accélération du rythme de la croissance et par la réduction des inégalités moyennant une meilleure redistribution des richesses. En effet, nos résultats montrent que le taux de croissance du PIB par tête affecte négativement l'incidence de pauvreté en même temps l'inégalité entretient une relation de cause à effet avec la croissance. Par contre, pour les deux autres groupes, ce lien direct peut exister. En effet, la pauvreté peut être réduite par l'amélioration de la qualité de gouvernance. Nos résultats empiriques montrent que pour les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure, il existe une relation négative et significative entre l'incidence de pauvreté et les indicateurs de gouvernance économique ; alors que, pour les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure, ce lien concerne la gouvernance politique et administrative. En effet, à un certain niveau de développement, la nature du régime politique joue un rôle essentiel pour la réduction de la pauvreté.

En outre, notre étude a montré que les indicateurs de gouvernance exercent un double effet d'une part sur la croissance et d'autre part sur les inégalités pour les trois groupes objet d'étude. Ce lien binaire peut prendre un sens contraire en passant d'un niveau de développement à un autre.

Nos résultats d'estimation nous invitent à croire que l'impact positif de la bonne gouvernance sur la croissance peut être atténué en présence de fortes inégalités qui entravent les efforts en matière de réduction de la pauvreté à travers la croissance économique.

De même, les résultats obtenus nous mènent à penser qu'il est possible que des effets de seuils et de multiples équilibres existent. L'exemple le plus concret est celui de l'effet du contrôle de la corruption sur la croissance économique qui est négatif pour les pays à revenu faible. Ce même effet devient positif pour les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure puis il redevient négatif pour les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure. Certains indicateurs de gouvernance sont parfois interdépendants. Par exemple, l'effet positif de la démocratie dépend de la stabilité politique et le contrôle de corruption nécessite aussi l'existence d'un gouvernement efficace et ainsi de suite.

En plus, dans le cas des pays à revenu intermédiaire tranche supérieure, nous remarquons l'existence d'un triple effet pour l'indicateur voix citoyenne. D'abord, cet indicateur est positivement lié à la croissance économique, ensuite, il exerce un effet négatif et significatif sur l'inégalité et enfin il affecte négativement l'incidence de pauvreté. Cet enchaînement confirme l'idée selon laquelle la démocratie est un facteur essentiel pour la croissance économique. Elle est en mesure d'atténuer les inégalités puisqu'elle favorise une prise de position égalitaire. Alors, elle permet à la classe la plus pauvre de la société d'accéder à la prise de décision ce qui engendre une meilleure redistribution des revenus. Étant donné la relation négative entre l'inégalité et la croissance, la démocratie devrait une seconde fois affecter positivement la croissance économique par la voie de la réduction des inégalités.

Bibliographie

- Acemoglu, D. Simon Johnson, et James A. Robinson. (2001)** : « The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation », *American Economic Review* December 91(5): 1369–1401.
- Aidt, T.,J.; Dutta,V etSena, E. (2005)** : « Governance and Corruption in the Presence of Threshold Effects : Theory and Evidence », University of Cambridge, Faculty of Economics.
- Aidt, T. S. (2010)** : « Corruption and sustainable development », Chapter prepared for “International Handbook on the Economics of Corruption, Volume 2,” Susan Rose-Ackerman and Tina Søreide, eds., 2011 (Cheltenham UK: Edward Elgar).
- Aghion, P., Howitt, P., Brant-Collett, M., & García-Peñalosa, C. (1998)**: « Endogenous growth theory », MIT press.
- Akobeng, E. (2016)** : « Growth and Institutions: A Potential Medicine for the Poor in Sub-Saharan Africa», *African Development Review*, 28(1), 1-17.
- Alesina, A. et R. Perotti, (1996)** : « Income Distribution, Political Instability, and Investment», *European Economic Review*, 40(6): 1203-1228.
- Alesina, A. et D. Rodrik, (1994)**: « Distributive Politics and Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, 109(2): 465-490.
- Anyanwu, J. C. (2013)**:« Determining the Correlates of Poverty for Inclusive Growth in Africa », *African Development Bank*, Tunis.
- B. Ahou (2015)** : « Gouvernance et croissance : une analyse des effets de seuil », *Revue d’Economie Théorique et Appliquée* Vol. 5 – N° 2.
- Barro, R. (1999)**: « Inequality, Growth, and Investment ». NBER Working Paper No. 7038. *National Bureau of Economic Research*, Cambridge, MA.
- Barro, R. J. (2000)**: « Inequality and Growth in a Panel of Countries ». *Journal of Economic Growth* vol. 5, no 1: 5-32.
- Barro, R. J. (2001)**: « Human Capital and Growth », *American Economic Review* 91(2): 12-17.
- Bourguignon F. (2004)** : « Le triangle pauvreté-croissance-inegalités ». *Afrique contemporaine*, 211,(3), 29-56. doi:10.3917/afco.211.0029.
- Brueckner, M et D Lederman (2015)** : « Effets de l’inégalité des revenus sur la production globale », document de discussion sur les politiques de la Banque mondiale 7317.
- Caner, M., and Hansen, B. E., (2004)**: « Instrumental variable estimation of a threshold model», *Econometric Theory*, 20, 813–843.
- Chong, A., et Gradstein, M. (2004)**: « Inequality and Institutions », Inter-American Development Bank Working Paper No. 506.
- Clague, C., Keefer, P., Knack, S., & Olson, M. (1996)**: « Property and contract rights in autocracies and democracies », *Journal of Economic Growth*, 1(2), 243-276.
- Collier, P. (2007)**: « Done About It the Bottom Billion: Why the Poorest Countries are Failing and What Can be New York », Oxford University Press.
- Deininger, K. et L. Squire, (1996)**: « A New Data Set Measuring Income Inequality », *World Bank Economic Review*, 10(3): 565-91.
- Deininger, K. et L. Squire (1998)**: « New ways of looking at old issues: inequality and growth », *Journal of Development Economics* 57: 259-287.

Dincer, C., et Gunalp, B. (2008): « Corruption, Income Inequality, and Poverty in the United States », Working Papers No. 54, Fondazione Eni Enrico Mattei

Dollar D. et Kraay A. (2002): « Growth is good for the poor », *Journal of Economic Growth*, Vol. 7, N°3, pp. 195-225.

Dwight, B. et al. (2008) : « Economie du Développement », 3 Edition, De Boeck.

Easterly, W., & Levine, R. (2002): « It's not factor accumulation: stylized facts and growth models », Central Bank of Chile(Vol. 6, pp. 061-114).

Forbes, K.-J., (2000) : « A Reassessment of the Relationship Between Inequality and Growth », *American Economic Review*, 90 (4): 869-887.

Fosu, A. K. (1992) : « Political instability and economic growth: evidence from Sub-Saharan Africa ». *Economic Development and Cultural Change*, 40(4), 829-841.

Glaeser, E. L., La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., & Shleifer, A. (2004) : « Do institutions cause growth? », *Journal of economic Growth*, 9(3), 271-303.

Grossman, G. M., & Helpman, E. (1991): « Trade, knowledge spillovers, and growth», *European economic review*, 35(2-3), 517-526.

Guillaumont, P., Guillaumont Jeanneney, S., & Brun, J. F. (1999) : « How instability lowers African growth », *Journal of African Economies*, 8(1), 87-107.

Gupta, S., Davoodi, H. et Alonso-Terme, R. (2002): « Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty? », *Economics of Governance*, 3, 23-45.

Gyimah-Brempong, K. (2002): « Corruption, economic growth and income inequality in Africa », *Economics of Governance* n°3: pp.183-209.

Gyimah-Brempong, K., De Camacho et Samaria, M. (2006): « Corruption, Growth, and Income Distribution: Are there Regional Differences? », *Economics of Governance*,7(3), 245-269.

Hall. et Jones. (1999) : « Why do some countries produce some much more output per worker than others? », *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press , Vol. 114, No. 1, pp.83-116.

Hasan, R., D. Mitra et M. Ulubasoglu (2007) : « Institutions and Policies for Growth and Poverty Reduction: The Role of Private Sector Development », *Asian Development Review*, Vol. 24, pp. 69–116.

Hasan, R., M. Quibria et Y. Kim (2003) : « Poverty and Economic Freedom: Evidence from Cross-Country Data. », Technical Report East-West Center, Economics Study Area.

Kaufmann, D. et Kraay, A. (2002): «Growth without Governance », *World Bank Policy Research Working Paper No. 2928*, the World Bank.

Kaufmann, D., Kraay, A. et Mastruzzi, M. (2003): « Governance Matters III: Governance Indicators for 1996-2002 », *WBER*, Volume 12, N.12

Kaufmann, D., Kraay, A. et Mastruzzi, M. (2010): « The Worldwide Governance Indicators: A Summary of Methodology, Data and Analytical Issues », *World Bank Policy Research*, the World Bank.

Kaufmann, D., A. Kraay et M. Mastruzzi (2011): « The Worldwide Governance Indicators, 2011 Update », Washington, DC: World Bank. <http://www.govindicators.org>

Keefer, P., & Knack, S. (2002): « Polarization, politics and property rights: Links between inequality and growth », *Public choice*, 111(1-2), 127-154.

Kuznets, S. (1955): « Economic growth and income inequality », *American Economic Review* 45(1): 1-28.

- Kwon, H. J., et Kim, E. (2014):** « Poverty Reduction and Good Governance: Examining the Rationale of the Millennium Development Goals », *Development and Change*, 45, 353-375.
- Li, H., Xu, C. et Zou, H.-F. (2000):** « Corruption, Income Distribution, and Growth, Economics and Politics », 12(2), 155-182.
- Lopez, J. H. (2004):** « Pro-poor growth: a review of what we know (and of what we don't) », The World Bank (PRMPR).
- Lucas Jr, R. E. (1988) :** « On the mechanics of economic development », *Journal of monetary economics*, 22(1), 3-42.
- Mauro, P. (1995):** « Corruption and growth », *Quarterly Journal of Economics*, 110, pp 681-712.
- Méon, P.G. et K. Sekkat (2005):** « Does Corruption Grease or Sand the Wheels of Growth? », *Public Choice* 122(1–2): 69–97
- Meng, X., Gregory, R., Wang, Y, (2005):** « Poverty, Inequality, and growth in urban China », *Journal of Comparative Economics* 33(4), 710 -729
- MO, P. H. (2001):** « Corruption and Economic Growth », *Journal of Comparative Economics* Vol. 29, N°1, pp 66–79.
- Negin, V., Abd Rashid, Z. et Nikopour, H. (2010):** « The Causal Relationship between Corruption and Poverty: A Panel Data Analysis », MPRA Paper No 24871.
- North, D., (1990):** « Institutions, Institutional Change and Economic Performance », Cambridge University Press, Cambridge.
- North, D., J. Wallis, S. Webb, and B. Weingast. (2007):** « Limited Access Orders in the Developing World: A New Approach to the Problems of Development», Washington DC: WB
- Pastor Jr, M., & Sung, J. H. (1995):** « Private investment and democracy in the developing world », *Journal of Economic Issues*, 29(1), 223-243.
- Persson, T. et G. Tabellini, (1994):** « Is Inequality Harmful for Growth? », *American Economic Review*, 84(3): 600-621.
- Rodrik, D. (1999):** « Where did all the growth go? External Shocks, Social Conflict, and Growth Collapses », *Journal of Economic Growth* 4(4): 385-412.
- Rodrik, D., Subramanian, A., et Francesco, T. (2004):** « Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development », National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 9305.
- Romer, P.M. (1986):** « Increasing Returns and Long-Run Growth », *Journal of Political Economy* 94: 1002-1037. 64
- Romer, P.M. (1990):** «Endogenous Technological Change », *Journal of Political Economy* 98: S71-S102.
- Savoia, A., J. Easaw, and A. McKay (2004):** « The Relationship between Inequality and Institutions: An Empirical Analysis », Department of Economics and International Development Working Paper, University of Bath.
- Uslaner, E. M. (2008):** « Corruption, Inequality, and the Rule of Law », Cambridge University Press, New York.
- Wei, S. J. (2001):** « Corruption in economic transition and development: grease or sand? », UN.
- You, J.-S. et Khagram, S. (2005) :** « Inequality and Corruption », *American Sociological Review*, 70(1), 136-157.